ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 27 ΜΑΪΟΥ 1963	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 71

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4303

Περὶ κυρώσεως τῆς μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ρουμανίας Συμφωνίας περὶ τακτικῶν ἐμπορικῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη νόμου ἰσχύν, ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Ἀθήναις, τῇ 2ᾳ Μαΐου 1960, μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ρουμανίας συμφωνία, περὶ τακτικῶν ἐμπορικῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν μετὰ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς, ὧν τὰ κείμενα ἔπονται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Τὰ τῆς ἰσχύος τῆς ἀνωτέρω συμφωνίας ρυθμισθήσονται κατὰ τὰ ἐν ἄρθρῳ 15 ταύτης εἰδικώτερον καθοριζόμενα.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Μαΐου 1963.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΣΠ. Ι. ΘΕΟΤΟΚΗΣ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
Δ. ΒΡΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 22 Μαΐου 1963.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

ACCORD

Entre le Gouvernement Royal de Grèce et le Gouvernement de la République Populaire Roumaine

Relatif aux Transports Aériens Commerciaux Réguliers.

Le Gouvernement Royal de Grèce et le Gouvernement de la Republique Populaire Roumaine appelés ci-après dans le présent Accord les Parties Contractantes, désireux de régler leurs relations réciproques dans le domaine de l'aviation civile et d'encourager le developpement des transports aériens commerciaux réguliers entre leurs deux pays, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

1. Pour l'application du présent Accord et de son Annexe :

a) le terme «Autorités Aéronautiques» signifie :

— en ce qui concerne le Royaume de Grèce le «Ministère des Communications et des Travaux Publics» ou bien tout organisme autorisé à exercer les fonctions actuellement du ressort de ce Ministère :

— en ce qui concerne la Republique Populaire Roumaine le «Ministère des Transports et des Télécommunications» ou bien tout organisme autorisé à exercer les fonctions actuellement du ressort de ce Ministère;

b) le terme «entreprise désignée» signifie toute compagnie de transports aériens désignée conformément aux dispositions du présent Accord par les Autorités Aéronautiques de l'une des Parties Contractantes pour l'exploitation des services convenus.

2. L'Annexe au présent Accord sera considerée comme partie intégrante de l'Accord, et, sous réserve des dispositions contraires, toute référence à l'Accord àera considérée comme se rapportant également l'Annexe.

Article 2.

1. Les Parties Contractantes s'accordent mutuellement les droits spécifiés à l'Annexe au présent Accord pour établir les services aériens internationaux réguliers définis dans cette Annexe et qui traversent ou desservent leurs territoires respectifs.

2. Les entreprises désignées prendront en considération sur les parcours communs leurs intérêts mutuels afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs.

3. Les services convenus auront pour objet principal d'offrir une capacité correspondant à la demande de trafic entre le pays auquel appartient l'entreprise désignée et les pays de destination.

4. Les entreprises désignées jouiront, pour l'exploitation des services convenus entre les territoires des Parties Contractantes, de possibilités égales et équitables.

5. Le droit d'embarquer et le droit de débarquer sur le territoire d'une Partie Contractante du trafic international à destination ou on provenance de pays tiers, seront exercés conformément aux principes généraux du developpement ordonné des communications aériennes internationales et ceci dans des conditions telles que la capacité soit adaptée :

a) à la demande de trafic aérien entre le pays de provenance et le pays de destination;

b) à la demande de trafic des régions traversées, compte tenu des services locaux et régionaux;

c) aux exigences d'une exploitation économique des services convenus.

Article 3.

1. Chacune des Parties Contractantes aura le droit de désigner, par écrit, à l'autre Partie Contractante, une entreprise de transports aériens pour l'exploitation des services convenus sur les routes indiquées.

2. Dès réception de la désignation, l'autre Partie Contractante devra, sous réserve des dispositions des alinéas 3 et 4 du présent Article, accorder sans délai, à l'entreprise de transports aériens désignée l'autorisation d'exploitation appropriée.

3. Les Autorités Aéronautiques d'une Partie Contractante, avant d'accorder l'autorisation prévue à l'alinéa 2 ci-dessus, pourront exiger que l'entreprise de transports aériens désignée par l'autre Partie Contractante fasse la preuve qu'elle est à même de satisfaire aux conditions prescrites par les lois et règlements normalement et raisonnablement appliqués par ces Autorités, à l'exploitation des services aériens internationaux.

4. Chacune des Parties Contractantes aura le droit de refuser d'accorder l'autorisation d'exploitation prévue à l'alinéa 2 du présent Article, ou d'imposer telles conditions qui pourraient lui sembler nécessaires pour l'exercice, par une entreprise de transports aériens, des droits spécifiés à l'Annexe au présent Accord toutes les fois que ladite Partie Contractante n'a pas la preuve que la propriété essentielle et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de la Partie Contractante qui a désigné l'entreprise ou de personnes physiques ou juridiques de cette Partie Contractante.

Lorsqu'une entreprise de transports aériens aura été désignée et autorisée selon les termes qui précèdent, elle pourra commencer à tout moment l'exploitation des services convenus conformément aux dispositions du présent Accord.

Article 4.

1. Chacune des Parties Contractantes se réserve le droit de révoquer l'autorisation d'exploitation ou de suspendre l'exercice des droits spécifiés à l'Annexe au présent Accord, par une entreprise désignée par l'autre Partie contractante, ou d'imposer de telles conditions qu'elle jugerait nécessaires pour l'exercice de ces droits :

a) à tout moment où elle n'aura plus la preuve que la propriété essentielle et le contrôle effectif de cette entreprise aérienne sont entre les mains de la Partie Contractante qui a désigné l'entreprise, ou de personnes physiques ou juridiques de cette Partie Contractante;

b) lorsque ladite entreprise de transports aériens ne se conforme pas aux lois et règlements de la Partie Contractante qui a accordé ces privilèges;

c) lorsque de toute façon cette entreprise n'opère pas dans les conditions prescrites en vertu du présent Accord et de son Annexe.

2. A moins que la révocation, la suspension ou l'imposition immédiate des conditions ne soient nécessaires pour éviter de nouvelles infractions aux lois ou règlements, tel droit ne sera pas exercé qu'après consultation avec l'autre Partie Contractante.

Article 5.

1. Chaque Partie Contractante veillera à ce que son entreprise désignée présente aux Autorités Aéronautiques de l'autre Partie, pour leur approbation, avec un mois de préavis, les horaires complets des services, spécifiant les fréquences, les types des aéronefs à être utilisés et tout autre renseignement de ce genre ayant trait à l'exploitation des services aériens convenus.

Lesdites entreprises devront communiquer toute modification des données qui précèdent avec, en principe, le même préavis.

2. L'entreprise désignée par chaque Partie Contractante fournira aux Autorités Aéronautiques de l'autre Partie Contractante, à leur demande, tous les éléments nécessaires pour la détermination du trafic se rapportant aux services convenus.

Article 6.

1. Les tarifs à appliquer par l'entreprise de transports aériens de l'une des Parties Contractantes pour le transport à destination ou on provenance du territoire de l'autre Partie Contractante, seront établis à des taux raisonnables, compte dûment tenu de tous les éléments d'appréciation, y compris le coût d'exploitation, un bénefice normal, ainsi que les tarifs des autres entreprises de transports aériens.

2. Les tarifs mentionnés au paragraphe 1 du présent Article seront fixés, d'un commun accord, par les entreprises de transports aériens désignées des Parties Contractantes et leur détermination aura lieu, autant que possible, selon la procédure de détermination des tarifs

établis par l'Association du Transport Aérien International (IATA).

Si les entreprises de transports aériens désignées ne peuvent se mettre d'accord sur l'un quelconque de ces tarifs, les Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes s'efforceront de déterminer le tarif par accord mutuel.

3. Les tarifs convenus entre les entreprises désignées seront soumis par celles-ci à leurs Autorités Aéronautiques nationales, pour leur approbation, au moins trente jours avant la date prévue pour leur entrée en vigueur; dans des cas spéciaux, cette date limite pourra être réduite, sous réserve de l'accord desdites Autorités.

4. Les Autorités Aéronautiques se communiqueront directement leur approbation ou rejet eventuel des tarifs proposés, dans le plus bref délai et, si possible au moins quinze (15) jours avant la date prévue pour la mise en vigueur des tarifs. En cas de désaccord, celui ci sera réglé conformément à l'article 13, para 2.

Article 7.

Les taxes et les autres droits pour l'utilisation des aéroports, leurs installations et équipement technique sur le territoire d'une Partie Contractante, seront perçus conformément aux taux et tarifs établis uniformément par les lois et règlements de cette Partie Contractante.

Article 8.

1. Les aéronefs effectuant les vols prévus à l'Annexe du présent Accord, ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions se trouvant à bord de ces aéronefs seront, à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Contractante, ainsi qu'à leur départ de ce territoire, exempts de droits d'entrée et de sortie et d'autres droits et taxes, même si le matériel mentionné ci-dessus est employé ou consommé au cours du vol au-dessus dudit territoire, à l'exception, toutefois, des cas ou, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, ce matériel aurait été transféré à des tiers.

2. Les carburants et les huiles lubrifiantes nécessaires pour le ravitaillement des aéronefs de l'entreprise de transports aériens désignée par l'une des Parties Contractantes seront livrés, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, en exemption des droits de douane et autres droits et taxes nationales et locales.

3. Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, les outils, l'équipement normal et les provisions de bord introduits dans et ou entreposés sur le territoire d'une des Parties Contractantes pour être consommés et utilisés par les aéronefs de l'entreprise de transports aériens de l'autre Partie Contractante en vue d'assurer l'exécution des vols prévus à l'Annexe au présent Accord seront, à leur importation sur le territoire de l'autre Partie Contractante, ainsi qu'à leur exportation de ce territoire, exempts de droits d'entrée et de sortie et d'autres droits et taxes, sans qu'ils puissent, toutefois, sur ce territoire, être transférés à des tiers.

Les pièces de rechange, les outils, l'équipement normal et provisionsde bord susmentionnés seront, employés dans la région limitée de l'aéroport concerné pour desservir les aéronefs, les passagers et les marchandises. Toutefois, en cas d'atterrissage forcé ou d'atterissage sur un aérodrome de diversion, le matériel susmentionné pourra être transporté à l'endroit où se trouve l'aéronef.

4. Les matériaux et objets mentionnés au présent article se trouvant sur le territoire de l'autre Partie Contractante seront soumis au contrôle douanier.

Article 9.

Au cours des vols au dessus du territoire de l' autre Partie Contractante, les aéronefs des entreprises de transports aériens dé signées devront porter les marques de nationalité et d'immatriculation de leurs pays, étaf blies pour la navigation aérienne internationale et être munis de certificats d'immatriculation, de certi--i cats de navigabilité et d'une licence de la station de radio de l'aéronef. De plus, les organismes compétens- de chaque Partie Contractante établiront les docut ments de bord supplémentaires dont les aéronefs de l'autre Partie Contractante affectés au trafic internationale devront être munis et ils en avertiront les organismes compétents de cette Partie. Les commandants des aéronefs et les autres membres de l'équipage devront être munis des brevets d'aptitude et des licences prescrites.

Article 10.

Aux fins de l'exploitation des services aériens spécifiés à l'Annexe au présent Accord, chaque Partie Contractante reconnaîtra valables les brevets d' aptitude et les licences, ainsi que les certificats de navigabilité, délivrés ou validés par l'autre Partie.

Toutefois, chaque Partie Contractante se réserve le droit de ne pas reconnaître valables, pour le survol de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences délivrés à un de ses ressortissants par un autre Etat.

Article 11.

1. Les lois et règlements de chaque Partie Contractante relatifs à l'entrée, le séjour et la sortie de son territoire des aéronefs employés à la navigation aérienne internationale ou relatifs à l'exploitation, la navigation et la conduite desdits aéronefs se trouvant sur son territoire, s'appliqueront également aux aéronefs de l'entreprise de transports aériens désignée par l'autre Partie Contractante.

Les règlements et procédures relatifs à la sécurité et à la conduite des vols, qui seront appliqués par l'une des Parties Contractantes aux aéronefs de l'autre Partie, seront conformes à ceux qu'elle applique uniformément à ses propres aéronefs et généralement aux transports aériens internationaux et ne s'écarteront pas substantiellement des principes des Conventions internationales en vigueur.

2. Les passagers, les équipages et les expéditeurs de marchandises ainsi que les tiers agissant au nom et pour le compte des expéditeurs, seront tenus de se conformer aux lois et règlements régissant sur le territoire de chaque Partie Contractante l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, equipages et marchandises. Ce qui précède s'appliquera en particulier aux prescriptions se rapportant à l'importation, exportation,

immigration, formalités de douane et de change et aux mesures sanitaires.

Article 12.

En cas d'atterrissage forcé, d'avarie ou de catastrophe survenus à un aéronef d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante, la Partie sur le territoire de laquelle l'accident susmentionné s'est produit en avisera immédiatement l'autre Partie Contractante, prendra des dispositions utiles en vue d'une enquête sur les causes de l'accident et, sur la demande de l'autre Partie Contractante, accordera aux représentants de cette Partie l'entrée libre sur son territoire pour assister en qualité d'observateur à l' enquête sur l'accident. Elle prendra également des mesures immédiates pour assister l'équipage et les passagers victimes de cet accident et assurer la protection du courrier, des bagages et des marchandises se trouvant à bord de cet aéronef. La partie conduisant l'enquête en communiquera les résultats à l'autre Partie Contractante et, si celle-ci le désire, lui remettra copie du dossier entier de l'enquête.

Article 13.

1. Dans un esprit d'étroite collaboration les Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes se consulteront de temps à autre en vue de s'assurer de l'application des principes définis au présent Accord et à son Annexe et de leur exécution satisfaisante.

2. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord ou de Son Annexe sera réglé par voie de négotiations directes entre les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes. Si lesdites Autorités ne parviennent pas à un accord, le différend sera réglé par voie diplomatique.

Article 14.

1. Si l'une ou l'autre des Parties Contractantes juge souhaitable de modifier une disposition quelconque du présent Accord, elle pourra demander une consultation avec l'autre Partie Contractante ; cette consultation, qui aura lieu soit oralement soit par correspondance, devra commencer dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de la demande.

2. Les dispositions de l'Annexe au présent Accord pourront être modifiées par accord direct entre les Autorités Aéronautiques compétentes des Parties Contractantes.

3. Toutes modifications ainsi convenues entreront en vigueur lorsqu'elles auront été confirmées par un échange de notes diplomatiques.

Article 15.

Le présent Accord aura effet provisoire à partir du jour de sa signature.

Il sera ratifié selon les règles constitutionnelles de chaque Partie Contractante et les instruments de ratification seront échangés à Bucarest.

Le présent Accord pourra être dénoncé par chaque Partie Contractante et prendra fin six mois après la date de la réception par l'autre Partie Contractante de la notification de cette dénonciation.

Article 16.

Le présent Accord sera enregistré auprès du Secrétariat des Nations Unies conformément a l'Article 102 de la Charte.

En foi de quoi les soussignés plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Athènes, le 2 Mai 1960, en double exemplaire, en Français.

Pour	Pour
Le Gouvernement Royal de Grèce	Le Gouvernment de la Republique Populaire Roumaine

ANNEXE

Article 1.

1. L'entreprise désignée par chacune des Parties Contractantes jouira :

i'. du droit de débarquer sur le territoire de l'autre Partie Contractante des passagers, des marchandises et du courrier en provenance du territoire de la Partie Contractante, dont elle possède la nationalité,

ii'. du droit d'embarquer sur le territoire de l'autre Partie Contractante de spassagers, des marchandises et du courrier à destination du territoire de la Partie Contractante, dont elle posséde la nationalité, et

iii'. du droit de débarquer et du droit d'embarquer sur le territoire de l'autre Partie Contractante des passagers, des marchandises et du courrier on provenance ou à destination des points des services convenus situés entre les territoires des Parties Contractantes.

2. En tout cas, l'entreprise désignée par chaque des Parties Contractantes n'aura pas le droit d'exécuter des vols rémunérés entre des points situés sur le territoire de l'autre Partie Contractante. (Cabotage).

3. Le transport par les entreprises désignées du courier sur les services convenus sera effectué selon les dispositions de la Convention Postale Universelle toujours en vigueur.

Article 2.

1. A l'entreprise désignée par le Gouvernement du Royaume de Grèce est accordé le droit d'exploitation des services aériens ci-dessous, suivant les dispositions du présent Accord et de son Annexe :

Athènes-points intermediaires-Bucarest, dans les deux sens.

2. A l'entreprise désignée par la République Populaire Roumaine, est accordé le droit d'exploitation des services aeriens ci-dessous, suivant les dispositions du présent Accord et de son Annexe ;

Bucarest-points intermédiaires-Athènes dans les deux sens.

3. Les entreprises désignées peuvent omettre l'atterrissage à un ou plusieurs points intermédiaires des services convenus, à condition que de toute façon le point de départ du service soit situé sur le territoire de la Partie Contractante ayant désigné l'entreprise.

Article 3.

Les vols non réguliers exécutés par les entreprises désignées seront soumises à une autorisation spéciale.

Article 4.

1. Le service au sol (Handling-Servicing) des aéronefs et passagers de l'entreprise désignée de l'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante sera confié à et exercé par l'entreprise désignée de la seconde Partie Contractante.

2. La représentation générale et l'agence de chacune des entreprises désignées seront confiées sur le territoire de l'autre Partie Contractante à des entreprises spécialisées ayant la nationalité de la seconde Partie.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ρουμανικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας περὶ τακτικῶν Ἐμπορικῶν Ἀεροπορικῶν Μεταφορῶν.

Ἡ Βασιλικὴ Κυβέρνησις τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Ρουμανικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας, καλούμεναι ἐφεξῆς ἐν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἐπιθυμοῦσαι νὰ ρυθμίσουν τὰς ἀμοιβαίας σχέσεις των εἰς τὸν τομέα τῆς παλιτικῆς ἀεροπορίας καὶ νὰ ἐνθαρρύνουν τὴν ἀνάπτυξιν τῶν τακτικῶν ἐμπορικῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν των, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων:

Ἄρθρον 1.

1. Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της:

α) Ὁ ὅρος «Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ» σημαίνει:

Ὡς πρὸς τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος τὸ «Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν καὶ Δημοσίων Ἔργων» ἢ οἱονδήποτε ὀργανισμὸν ἐξουσιοδοτημένον νὰ ἀσκῇ τὰς νῦν ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου τούτου ἀσκουμένας ἁρμοδιότητας.

Ὡς πρὸς τὴν Ρουμανικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τὸ «Ὑπουργεῖον Μεταφορῶν καὶ Τηλεπικοινωνιῶν» ἢ οἱονδήποτε ὀργανισμὸν ἐξουσιοδοτημένον νὰ ἀσκῇ τὰς νῦν ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου τούτου ἁρμοδιότητας.

β) Ὁ ὅρος «Ὁρισθεῖσα Ἐπιχείρησις», σημαίνει πᾶσαν ἑταιρείαν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν ὁρισθεῖσαν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας ὑπὸ τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν τοῦ ἑνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν συμφωνηθεισῶν ἀεροπορικῶν γραμμῶν.

2. Τὸ Παράρτημα τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ θεωρῆται ὡς ἀναπόσπαστον μέρος τῆς Συμφωνίας καί, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἀντιθέτων διατάξεων, οἱαδήποτε παραπομπὴ πρὸς τὴν Συμφωνίαν θὰ θεωρῆται ὡς ἀναφερομένη ὡσαύτως καὶ εἰς τὸ Παράρτημα.

Ἄρθρον 2.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα μέρη παραχωροῦν ἀμοιβαίως τὰ ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας καθοριζόμενα δικαιώματα διὰ τὴν ἐγκατάστασιν τῶν τακτικῶν διεθνῶν ἀεροπορικῶν γραμμῶν, καθοριζομένων ἐν τῷ Παραρτήματι τούτῳ καὶ διασχιζουσῶν ἢ ἐξυπηρετουσῶν ἀντιστοίχως τὰ ἐδάφη των.

2. Αἱ ὁρισθεῖσαι ἐπιχειρήσεις θὰ λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν, ἐπὶ τῶν κοινῶν διαδρομῶν, τὰ ἀμοιβαῖα συμφέροντα αὐτῶν ἵνα μὴ ἐπηρεάζωνται ἀσκόπως αἱ ἀντίστοιχοι γραμμαί των.

3. Αἱ συμφωνηθεῖσαι γραμμαὶ θὰ ἔχουν ὡς κύριον σκοπὸν τὴν προσφορὰν χωρητικότητος ἀνταποκρινομένης πρὸς τὴν ζήτησιν τῆς κινήσεως μεταξὺ τῆς χώρας εἰς ἣν ἀνήκει ἡ ὁρισθεῖσα ἑταιρεία καὶ τῶν χωρῶν προορισμοῦ.

4. Αἱ ὁρισθεῖσαι ἐπιχειρήσεις θὰ ἀπολαμβάνουν ἴσων καὶ δικαίων δυνατοτήτων διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν συμφωνηθεισῶν γραμμῶν μεταξὺ τῶν ἐδαφῶν τῶν Συμβαλλομένων μερῶν.

5. Τὸ δικαίωμα ἐπιβιβάσεως καὶ τὸ δικαίωμα ἀποβιβάσεως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους Συμβαλλομένου μέρους διεθνοῦς κινήσεως προοριζομένου διὰ ἢ προερχομένης ἐκ τρίτων χωρῶν, θὰ ἀσκῆται συμφώνως πρὸς τὰς γενικὰς ἀρχὰς τῆς εὐρύθμου ἀναπτύξεως τῶν διεθνῶν ἀεροσυγκοινωνιῶν καὶ τοῦτο ὑπὸ τοιαύτας προϋποθέσεις ὥστε ἡ χωρητικότης νὰ προσαρμόζεται:

α) Πρὸς τὴν ζήτησιν τῆς ἀεροπορικῆς κινήσεως μεταξὺ τῆς χώρας προελεύσεως καὶ τῆς χώρας προορισμοῦ.

β) Πρὸς τὴν ζήτησιν τῆς ἀεροπορικῆς κινήσεως τῶν χωρῶν δι' ὧν αἱ γραμμαὶ διέρχονται, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν τοπικῶν καὶ περιοχικῶν γραμμῶν.

γ) Πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις οἰκονομικῆς ἐκμεταλλεύσεως τῶν συμφωνηθεισῶν γραμμῶν.

Ἄρθρον 3.

1. Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων μερῶν θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ὁρίσῃ ἐγγράφως, πρὸς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον μέρος, μίαν ἀεροπορικὴν ἐπιχείρησιν διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν συμφωνηθεισῶν γραμμῶν ἐπὶ τῶν καθορισθεισῶν διαδρομῶν.

2. Ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν τῆς τηρήσεως τῶν διατάξεων τῶν παραγρ. 3 καὶ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον μέρος, δέον ὅπως χορηγήσῃ ἄνευ καθυστερήσεως, ἅμα τῇ λήψει τοῦ ὡς ἄνω διορισμοῦ, πρὸς τὴν ὁρισθεῖσαν ἀεροπορικὴν ἐπιχείρησιν τὴν κεκανονισμένην ἄδειαν ἐκμεταλλεύσεως.

3. Πρὸ τῆς παραχωρήσεως τῆς κατὰ τὴν ὡς ἄνω παραγρ. 2 ἀδείας, αἱ Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους θὰ δύνανται νὰ ἀπαιτήσουν παρὰ τῆς ὁρισθείσης ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου μέρους ἀεροπορικῆς ἐπιχειρήσεως ὅπως παράσχῃ ἀποδεικτικὰ στοιχεῖα περὶ τῆς ἱκανότητος τῆς ἐκπληρώσεως τῶν ὅρων τῶν ὑπαγορευομένων ἐκ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν οἵτινες συνήθως καὶ λογικῶς ἔχουσι ἐφαρμογὴν ὑπὸ τῶν Ἀρχῶν τούτων ἐν τῇ ἐκμεταλλεύσει διεθνῶν ἀεροπορικῶν γραμμῶν.

4. Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἀρνῆται τὴν χορήγησιν τῆς ἀναφερομένης ἐν παρ. 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀδείας ἐκμεταλλεύσεως ἢ νὰ ἐπιβάλῃ τοὺς κατὰ τὴν κρίσιν του ἀναγκαίους ὅρους διὰ τὴν ἐνάσκησιν ὑπὸ ἀεροπορικῆς ἐπιχειρήσεως τῶν καθορισθέντων ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης δικαιωμάτων κατὰ πᾶσαν περίπτωσιν, καθ' ἣν τὸ ἐν λόγῳ Συμβαλλόμενον μέρος δὲν ἔχει τὰ ἀποδεικτικὰ στοιχεῖα ὅτι ἡ οὐσιαστικὴ κυριότης καὶ ὁ πραγματικὸς ἔλεγχος τῆς ἐπιχειρήσεως ταύτης εὑρίσκονται εἰς χεῖρας τοῦ ὑποδεικνύοντος ταύτην Συμβαλλομένου μέρους ἢ εἰς χεῖρας φυσικῶν ἢ νομικῶν προσώπων τοῦ Συμβαλλομένου μέρους.

Ἐφ' ὅτον ἀεροπορικὴ ἐπιχείρησις ὁρισθῇ καὶ ἐξουσιοδοτηθῇ κατὰ τοὺς προαναφερθέντας ὅρους δύναται νὰ κάμῃ ἔναρξιν ἐκμεταλλεύσεως τῶν συμφωνηθεισῶν γραμμῶν ὁποτεδήποτε, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 4.

1. Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων μερῶν ἐπιφυλάσσεται τοῦ δικαιώματος νὰ ἀνακαλῇ τὴν ἄδειαν ἐκμεταλλεύσεως ἢ νὰ ἀναστέλῃ τὴν ὑπὸ τῆς ὁρισθείσης ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου μέρους ἀεροπορικῆς ἐπιχειρήσεως ἄσκησιν τῶν καθοριζομένων ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας δικαιωμάτων ἢ νὰ ἐπιβάλῃ τοὺς κατὰ τὴν κρίσιν του ἀναγκαίους ὅρους ἐπὶ τῆς ἐνασκήσεως τῶν δικαιωμάτων τούτων:

α) Εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν δὲν θὰ ἔχῃ πλέον ἀποδεικτικὰ στοιχεῖα ὅτι ἡ οὐσιαστικὴ κυριότης καὶ ὁ πραγματικὸς ἔλεγχος τῆς ἀεροπορικῆς ἐπιχειρήσεως ταύτης εὑρίσκονται εἰς χεῖρας τοῦ ὁρίσαντος τὴν ἐπιχείρησιν ταύτην Συμβαλλομένου μέρους ἢ εἰς χεῖρας φυσικῶν ἢ νομικῶν προσώπων τοῦ Συμβαλλομένου τούτου μέρους.

β) Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ ἐν λόγῳ ἀεροπορικὴ ἐπιχείρησις δὲν θὰ συνεμορφοῦτο πρὸς τοὺς νόμους ἢ κανονισμοὺς τοῦ χορηγοῦντος τὰ δικαιώματα ταῦτα Συμβαλλομένου μέρους.

γ) Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ ἀεροπορικὴ ἐπιχείρησις καθ' οἱονδήποτε τρόπον δὲν ἤθελεν ἀσκεῖ τὴν ἐκμετάλλευσιν συμφώνως πρὸς τοὺς καθοριζομένους διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς ὅρους.

2. Πλὴν τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν ἡ ἀνάκλησις, ἀναστολὴ ἢ ἡ ἄμεσος ἐπιβολὴ ὅρων, εἶναι ἀπαραίτητοι διὰ τὴν πρόληψιν περαιτέρω παραβάσεων τῶν νόμων ἢ κανονισμῶν, τὸ τοιοῦτον δικαίωμα θὰ ἀσκῆται μόνον κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 5.

1. Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ μεριμνᾷ ὅπως ἡ ὁρισθεῖσα ἐπιχείρησίς του ὑποβάλῃ πρὸς τὰς Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς τοῦ ἑτέρου Μέρους, πρὸς ἔγκρισιν, μὲ προειδοποίησιν ἑνὸς μηνός, τὰ πλήρη ὡράρια δρομολογίων, καθορίζουσα τὰς συχνότητας, τοὺς τύπους τῶν χρησιμοποιηθησομένων ἀεροσκαφῶν καὶ πᾶν ἕτερον στοιχεῖον τοιαύτης φύσεως, σχέσιν ἔχον μὲ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν συμφωνηθεισῶν ἀεροπορικῶν γραμμῶν.

Αἱ ἐν λόγῳ Ἀρχαὶ δέον ὅπως ἀνακοινοῦν ἀλλήλαις πᾶσαν τροποποίησιν τῶν ὡς ἄνω δεδομένων, μὲ τὴν αὐτήν, κατ' ἀρχήν, προειδοποίησιν.

2. Ἡ ὑφ' ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους ὁρισθεῖσα ἐπιχείρησις θὰ παρέχῃ εἰς τὰς Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, τῇ αἰτήσει των, ἅπαντα τὰ ἀναγκαῖα δεδομένα πρὸς προσδιορισμὸν τῆς ἀφορώσης τὰς συμφωνηθείσας γραμμὰς κινήσεως.

Ἄρθρον 6.

1. Τὰ ἐφαρμοσθησόμενα ὑπὸ τῆς ἀεροπορικῆς ἐπιχειρήσεως τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τιμολόγια διὰ μεταφορὰς προορισμοῦ πρὸς ἢ προελεύσεως ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους θὰ καθορίζωνται εἰς λογικὰ ἐπίπεδα, λαμβανομένων δεόντως ὑπ' ὄψιν ἁπάντων τῶν συντελεστῶν ὑπολογισμοῦ, συμπεριλαμβανομένων εἰς τούτους τοῦ κόστους ἐκμεταλλεύσεως, τοῦ λογικοῦ κέρδους, ὡς καὶ τῶν τιμολογίων τῶν ἑτέρων ἀεροπορικῶν ἐπιχειρήσεων.

2. Τ' ἀναφερόμενα ἐν παρ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου τιμολόγια θὰ καταρτίζωνται, κοινῇ συμφωνίᾳ, ὑπὸ τῶν ὁρισθεισῶν ἀεροπορικῶν ἐπιχειρήσεων τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἡ κατάρτισις δὲ αὕτη θὰ πραγματοποιῆται, κατὰ τὸ δυνατόν, συμφώνως πρὸς τὴν περὶ καθορισμοῦ τιμολογίων διαδικασίαν τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Ἀεροπορικῶν Μεταφορέων (IATA).

Ἐὰν αἱ ὁρισθεῖσαι ἀεροπορικαὶ ἐπιχειρήσεις δὲν δύνανται νὰ συμφωνήσουν ἐπὶ οἱουδήποτε τῶν τιμολογίων τούτων, αἱ Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ προσπαθήσουν νὰ καθορίσουν τὸ τιμολόγιον κοινῇ συμφωνίᾳ.

3. Τὰ συμφωνούμενα ὑπὸ τῶν ὁρισθεισῶν ἐπιχειρήσεων τιμολόγια θὰ ὑποβάλλωνται ὑπ' αὐτῶν πρὸς τὰς Ἐθνικὰς των Ἀεροπορικὰς Ἀρχάς, πρὸς ἔγκρισιν, τοὐλάχιστον τριάκοντα (30) ἡμέρας πρὸ τῆς ὑπολογιζομένης ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἐφαρμογῆς των· εἰς εἰδικὰς περιπτώσεις τὰ χρονικὰ ταῦτα ὅρια δυνατὸν νὰ περιορίζωνται, ἐφ' ὅσον ἤθελον συμφωνήσει περὶ τούτου αἱ ἐν λόγῳ ἀρχαί.

4. Αἱ Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ θὰ ἀνακοινώσουν ἀλλήλαις, ἀπ' εὐθείας τὴν ἐκ μέρους των ἔγκρισιν ἢ ἐνδεχομένην ἀπόρριψιν τῶν προτεινομένων τιμολογίων, ἐντὸς τοῦ βραχυτέρου χρονικοῦ διαστήματος καί, εἰ δυνατόν, τοὐλάχιστον 15 ἡμέρας πρὸ τῆς προβλεπομένης ἡμερομηνίας θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῶν τιμολογίων. Ἐν περιπτώσει διαφωνίας, αὕτη θὰ ρυθμίζεται συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 13, παρ. 2.

Ἄρθρον 7.

Τὰ τέλη καὶ τὰ ἕτερα δικαιώματα χρήσεως ἀερολιμένων, τῶν ἐγκαταστάσεών των καὶ τεχνικοῦ ἐξοπλισμοῦ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ εἰσπράττωνται συμφώνως πρὸς τὰς ὁμοιομόρφως καθορισθείσας διὰ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Συμβαλλομένου τούτου Μέρους διατιμήσεις καὶ τιμολόγια.

Ἄρθρον 8.

1. Τὰ ἀεροσκάφη τὰ ἐκτελοῦντα τὰς προβλεπομένας ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας πτήσεις, ὡς καὶ τὰ καύσιμα, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια, τὰ ἀνταλλακτικά, τὰ συνήθη ἐφόδια καὶ αἱ ἐπὶ τῶν ἀεροσκαφῶν τούτων προμήθειαι θὰ ἐξαιροῦνται, κατὰ τὴν ἄφιξίν των εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ὡς καὶ κατὰ τὴν ἀναχώρησίν των ἐκ τοῦ ἐδάφους τούτου, τῶν δικαιωμάτων εἰσόδου καὶ ἐξόδου καὶ ἑτέρων δικαιωμάτων καὶ τελῶν, καὶ ἐὰν ἔτι τὸ ἄνω μνημονευθὲν ὑλικὸν χρησιμοποιῆται καὶ καταναλίσκηται διαρκούσης τῆς πτήσεως ὑπεράνω τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους, ἐξαιρουμένης ὁπωσδήποτε τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν τὸ ὑλικὸν τοῦτο ἤθελε μεταβιβασθῆ εἰς τρίτους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Τὰ καύσιμα καὶ λιπαντικὰ τὰ ἀναγκαιοῦντα διὰ τὸν ἀνεφοδιασμὸν τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς ὁρισθείσης ὑπὸ τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀεροπορικῆς ἐπιχειρήσεως θὰ παραδίδωνται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἀπηλλαγμένα παντὸς ἐθνικοῦ καὶ τοπικοῦ τελωνειακοῦ δασμοῦ καὶ ἑτέρου δικαιώματος καὶ τέλους.

3. Τὰ καύσιμα, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια, τὰ ἀνταλλακτικά, τὰ ἐργαλεῖα, ὁ κανονικὸς ἐξοπλισμὸς καὶ αἱ προμήθειαι ἀεροσκάφους, εἰσαγόμενα εἰς καὶ ἢ ἐναποτιθέμενα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἵνα καταναλωθοῦν καὶ χρησιμοποιηθοῦν ὑπὸ τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς ἀεροπορικῆς ἐπιχειρήσεως τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἐκτελέσεως τῶν προβλεπομένων ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας πτήσεων, θὰ ἀπαλλάσσωνται κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν των εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ὡς καὶ κατὰ τὴν ἐξαγωγὴν των ἐκ τοῦ ἐδάφους τούτου, τῶν δικαιωμάτων εἰσόδου καὶ ἐξόδου ὡς καὶ ἑτέρων δικαιωμάτων καὶ τελῶν, μὴ δυνάμενα ὁπωσδήποτε νὰ μεταβιβασθοῦν εἰς τρίτους, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τούτου.

Τὰ ὡς ἄνω ἀνταλλακτικά, τὰ ἐργαλεῖα, ὁ κανονικὸς ἐξοπλισμὸς καὶ αἱ προμήθειαι θὰ χρησιμοποιοῦνται ἐντὸς τῆς καθωρισμένης περιοχῆς τοῦ οἰκείου ἀερολιμένος, πρὸς ἐξυπηρέτησιν τῶν ἀεροσκαφῶν, ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων. Ἐν τούτοις, ἐν περιπτώσει ἀναγκαστικῆς προσγειώσεως ἢ προσγειώσεως ἐπὶ ἀεροδρομίου ἐναλλαγῆς, τὸ ὡς ἄνω ὑλικὸν θὰ δύναται νὰ μεταφέρηται εἰς τὸ σημεῖον ἔνθα εὑρίσκεται τὸ ἀεροσκάφος.

4. Τὰ ἀναφερόμενα ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ὑλικὰ καὶ ἀντικείμενα τὰ εὑρισκόμενα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους θὰ ὑπόκεινται εἰς τελωνειακὸν ἔλεγχον.

Ἄρθρον 9.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν πτήσεων ἄνωθεν τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, τὰ ἀεροσκάφη τῶν ὁρισθεισῶν ἐπιχειρήσεων ἀεροπορικῶν μεταφορῶν δέον νὰ φέρουν τὰ θεσπισθέντα διὰ τὴν διεθνῆ ἀεροναυτιλίαν σήματα ἐθνικότητος καὶ νηολογήσεως τῶν χωρῶν των καὶ νὰ εἶναι ἐφωδιασμένα διὰ πιστοποιητικῶν νηολογήσεως, πιστοποιητικοῦ πλωϊμότητος καὶ δι' ἀδείας τοῦ σταθμοῦ ἀσυρμάτου τοῦ ἀεροσκάφους. Προσέτι, οἱ ἁρμόδιοι ὀργανισμοὶ ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους θὰ καθορίσουν τὰ συμπληρωματικὰ ἔγγραφα ἀεροσκάφους, δι' ὧν δέον ὅπως εἶναι ἐφωδιασμένα τὰ χρησιμοποιούμενα εἰς τὰς διεθνεῖς μεταφορὰς ἀεροσκάφη τοῦ ἑτέρου Μέρους θὰ εἰδιποιήσουν δὲ σχετικῶς τοὺς ἁρμοδίους ὀργανισμοὺς τοῦ Μέρους τούτου. Οἱ κυβερνῆται τῶν ἀεροσκαφῶν ὡς καὶ τὰ ἕτερα μέλη τοῦ πληρώματος δέον ὅπως εἶναι ἐφωδιασμένα διὰ πτυχίων ἱκανότητος καὶ διὰ τῶν καθορισθεισῶν ἀδειῶν.

Ἄρθρον 10.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἐκμεταλλεύσεως τῶν καθοριζομένων ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀεροπορικῶν γραμμῶν, ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ἀναγνωρίσῃ ὡς ἔγκυρα τὰ πιστοποιητικὰ ἱκανότητος καὶ τὰς ἀδείας, ὡς καὶ τὰ ἐκδοθέντα ἢ κυρωθέντα ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Μέρους πιστοποιητικὰ πλωϊμότητος.

Ἐν τούτοις, ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλάσσεται τοῦ δικαιώματος ὅπως μὴ ἀναγνωρίσῃ ὡς ἔγκυρα διὰ πτήσεις ἄνωθεν τοῦ ἐδάφους του τὰ εἰς τοὺς ἰδίους αὐτοῦ ὑπηκόους χορηγηθέντα ὑπὸ ἑτέρου Κράτους πιστοποιητικὰ ἱκανότητος καὶ ἀδείας.

Ἄρθρον 11.

1. Οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους, οἱ σχετικοὶ πρὸς τὴν εἴσοδον, παραμονὴν καὶ ἔξοδον ἐκ τοῦ ἐδάφους του τῶν χρησιμοποιουμένων εἰς τὴν διεθνῆ ἀεροναυτιλίαν ἀεροσκαφῶν ἢ οἱ σχετικοὶ πρὸς τὴν ἐκμετάλλευσιν, τὴν ναυτιλίαν καὶ τὴν ἐν γένει συμπεριφορὰν τῶν ἐν λόγῳ ἀεροσκαφῶν κατὰ τὴν παραμονήν των ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του, θὰ ἐφαρμόζωνται ὡσαύτως ἐπὶ τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς ὁρισθείσης ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἐπιχειρήσεως ἀεροπορικῶν μεταφορῶν.

Οἱ σχετικοὶ πρὸς τὴν ἀσφάλειαν καὶ τὴν διεξαγωγὴν τῶν πτήσεων κανονισμοὶ καὶ διαδικασίαι, οἱ ἐφαρμοζόμενοι ὑπὸ τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐπὶ τῶν ἀεροσκαφῶν τοῦ ἑτέρου Μέρους, θὰ εἶναι σύμφωνοι πρὸς τοὺς ὑπ' αὐτοῦ ὁμοιομόρφως ἐφαρμοζομένους τοιούτους ἐπὶ τῶν ἰδίων αὐτοῦ ἀεροσκαφῶν καὶ ἐν γένει ἐπὶ τῶν διεθνῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν καὶ δὲν θὰ ἀφίστανται οὐσιωδῶς τῶν ἀρχῶν τῶν ἐν ἰσχύϊ διεθνῶν Συμβάσεων.

2. Οἱ ἐπιβάται, τὰ πληρώματα καὶ οἱ ἀποστολεῖς ἐμπορευμάτων ὡς καὶ οἱ τρίτοι οἱ ἐνεργοῦντες ἐξ ὀνόματος καὶ διὰ λογαριασμὸν τῶν ἀποστολέων δέον ὅπως συμμορφοῦνται πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς διέποντας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους τὴν εἴσοδον, παραμονὴν καὶ ἔξοδον τῶν ἐπιβατῶν, πληρωμάτων καὶ ἐμπορευμάτων. Τὰ ὡς ἄνω θὰ ἐφαρμόζωνται ἰδίᾳ ἐπὶ τῶν διατάξεων τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν εἰσαγωγήν, ἐξαγωγήν, μετανάστευ-

σιν, τὰς τελωνειακὰς καὶ συναλλαγματικὰς διατυπώσεις καὶ τὰ ὑγειονομικὰ μέτρα.

Ἄρθρον 12.

Εἰς περίπτωσιν ἀναγκαστικῆς προσγειώσεως, ἐλάθης ἢ καταστροφῆς ἐπισυμβάσης εἰς ἀεροσκάφος τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, τὸ Μέρος εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου συνέβη τὸ προαναφερθὲν ἀτύχημα, θὰ εἰδοποιήσῃ περὶ τούτου ἀμέσως τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος, θὰ λάβῃ τὰ δυνάμενα νὰ χρησιμεύσουν πρὸς τὸν σκοπὸν διεξαγωγῆς ἐρεύνης ἐπὶ τῶν αἰτίων τοῦ ἀτυχήματος μέτρα καὶ κατόπιν αἰτήσεως τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, θὰ ἐπιτρέψῃ εἰς τοὺς ἐκπροσώπους τοῦ Μέρους τούτου, τὴν ἐλευθέραν εἴσοδον εἰς τὸ ἔδαφός του ἵνα οὗτοι παραστοῦν ὡς παρατηρηταὶ εἰς τὴν ἐπὶ τοῦ ἀτυχήματος ἔρευναν. Θὰ λάβῃ ἐπίσης ἄμεσα μέτρα πρὸς παροχὴν βοηθείας εἰς τὸ πλήρωμα καὶ τοὺς ἐπιβάτας, οἵτινες ὑπῆρξαν θύματα τοῦ ἀτυχήματος τούτου καὶ πρὸς διασφάλισιν τῆς προστασίας τοῦ ταχυδρομείου, τῶν ἀποσκευῶν καὶ τῶν ἐμπορευμάτων τῶν εὑρισκομένων ἐπὶ τοῦ ἀεροσκάφους τούτου. Τὸ διεξάγον τὴν ἔρευναν Μέρος θὰ ἀνακοινώσῃ τὰ ἐκ ταύτης πορίσματα πρὸς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος καὶ ἐφ' ὅσον ἐκφρασθῇ ἐκ μέρους τούτου ἡ ἐπιθυμία θὰ παραδώσῃ πρὸς τοῦτο ἀντίγραφον ὁλοκλήρου τοῦ φακέλλου τῆς ἐρεύνης.

Ἄρθρον 13.

1. Ἐν πνεύματι στενῆς συνεργασίας, αἱ Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ συσκέπτωνται ἀπὸ καιροῦ εἰς καιρόν, πρὸς τὸν σκοπὸν ἐξασφαλίσεως τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς, ὡς καὶ τῆς ἱκανοποιητικῆς ἐφαρμογῆς αὐτῶν.

2. Πᾶσα διαφωνία περὶ τῆς ἑρμηνείας ἢ ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τοῦ Παραρτήματός της θὰ διευθετῆται δι' ἀπ' εὐθείας συνεννοήσεων μεταξὺ τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν. Ἐφ' ὅσον αἱ προαναφερθεῖσαι Ἀρχαὶ δὲν καταλήξουν εἰς συμφωνίαν ἡ διαφωνία θὰ ρυθμίζεται διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 14.

1. Ἐὰν ἑκάτερον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν κρίνῃ ἐπιθυμητὴν τὴν τροποποίησιν οἱασδήποτε διατάξεως τῆς παρούσης Συμφωνίας, δύναται νὰ ζητήσῃ τὴν διεξαγωγὴν συνεννοήσεων μετὰ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους. Αἱ συνεννοήσεις αὗται αἵτινες δυνατὸν νὰ λαμβάνουν χώραν εἴτε προφορικῶς εἴτε δι' ἀλληλογραφίας, δέον ὅπως ἀρχίζουν ἐντὸς περιόδου 60 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς διατυπώσεως τοῦ αἰτήματος.

2. Τροποποίησις διατάξεων τοῦ Παραρτήματος τῆς παρούσης Συμφωνίας δυνατὸν νὰ γίνωνται δι' ἀπ' εὐθείας συμφωνίας μεταξὺ τῶν ἁρμοδίων Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

3. Πᾶσαι αἱ οὕτω συμφωνηθεῖσαι τροποποιήσεις θὰ τίθενται ἐν ἰσχύϊ ἅμα τῇ ἐπιβεβαιώσει αὐτῶν διὰ τῆς ἀνταλλαγῆς διπλωματικῶν διακοινώσεων.

Ἄρθρον 15.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ ἰσχύσῃ προσωρινῶς ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ὑπογραφῆς της.

Ἡ κύρωσις αὐτῆς θὰ λάβῃ χώραν συμφώνως πρὸς τοὺς συνταγματικοὺς κανόνας ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους, ἡ δὲ ἀνταλλαγὴ τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως θὰ λάβῃ χώραν ἐν Βουκουρεστίῳ.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ δύναται νὰ καταγγελθῇ ὑφ' ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ νὰ λήξῃ ἓξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως τῆς καταγγελίας ταύτης ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 16.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ καταχωρισθῇ παρὰ τῇ Γραμματείᾳ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 102 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου αὐτῶν.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 2αν Μαΐου 1960 εἰς διπλοῦν, εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλλάδος

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ρουμανικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Ἄρθρον 1.

1. Ἡ ὁρισθεῖσα ὑφ' ἑκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐπιχείρησις θὰ ἀπολαμβάνῃ:

ι'. τοῦ δικαιώματος τῆς ἀποβιβάσεως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἐπιβατῶν, ἐμπορευμάτων καὶ ταχυδρομείου προερχομένων ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, οὗτινος τὴν ἐθνικότητα κέκτηται·

ιι' τοῦ δικαιώματος ἐπιβιβάσεως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἐπιβατῶν, ἐμπορευμάτων καὶ ταχυδρομείου προορισζομένων διὰ τὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, οὗτινος τὴν ἐθνικότητα κέκτηται καὶ

ιιι' τοῦ δικαιώματος ἀποβιβάσεως καὶ ἐπιβιβάσεως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἐπιβατῶν, ἐμπορευμάτων καὶ ταχυδρομείου προερχομένων ἐκ ἢ προοριζομένων διὰ σημείων τῶν μεταξὺ τῶν ἐδαφῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν συμφωνηθεισῶν γραμμῶν.

2. Ἐν πάσῃ περιπτώσει ἡ ὑφ' ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους ὁρισθεῖσα ἐπιχείρησις δὲν θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἐκτελῇ πτήσεις ἐπ' ἀμοιβῇ μεταξὺ σημείων τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους (CABOTAGE).

3. Ἡ ὑπὸ τῶν ὁρισθεισῶν ἐπιχειρήσεων μεταφορὰ ταχυδρομείου ἐπὶ τῶν συμφωνηθεισῶν γραμμῶν θὰ διενεργῆται κατὰ τὰς διατάξεις τῆς ἰσχυούσης ἑκάστοτε Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον 2.

1. Εἰς τὴν ὁρισθεῖσαν ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἐπιχείρησιν παραχωρεῖται τὸ δικαίωμα ἐκμεταλλεύσεως, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς, τῶν κάτωθι ἀεροπορικῶν γραμμῶν: Ἀθῆναι — ἐνδιάμεσα σημεῖα — Βουκουρέστιον, πρὸς ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις.

2. Εἰς τὴν ὁρισθεῖσαν ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ρουμανικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας ἐπιχείρησιν παραχωρεῖται τὸ δικαίωμα ἐκμεταλλεύσεως, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς, τῶν κάτωθι ἀεροπορικῶν γραμμῶν: Βουκουρέστιον — ἐνδιάμεσα σημεῖα — Ἀθῆναι, πρὸς ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις.

3. Αἱ ὁρισθεῖσαι ἐπιχειρήσεις δύνανται νὰ παραλείπουν τὴν προσέγγισιν εἰς ἓν ἢ πλείονα ἐνδιάμεσα σημεῖα τῶν συμφωνηθεισῶν γραμμῶν, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ὁπωσδήποτε τὸ σημεῖον ἐκκινήσεως τῆς γραμμῆς θὰ κεῖται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους τοῦ ὁρίσαντος τὴν ἐπιχείρησιν.

Ἄρθρον 3.

Ἔκτακτοι πτήσεις ἐκτελούμεναι ὑπὸ τῶν ὁρισθεισῶν ἐπιχειρήσεων θὰ ὑπόκεινται εἰς εἰδικὴν ἄδειαν.

Ἄρθρον 4.

1. Ἡ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐξυπηρέτησις (HANDLING — SERVICING) τῶν ἀεροσκαφῶν καὶ ἐπιβατῶν τῆς ὁρισθείσης ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Μέρους ἐπιχειρήσεως, θὰ ἀνατίθεται καὶ ἐνασκῆται ὑπὸ τῆς ὁρισθείσης ἐπιχειρήσεως τοῦ πρώτου Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Ἡ ἀντιπροσώπευσις καὶ ἡ πρακτόρευσις ἑκάστης τῶν ὁρισθεισῶν ἐπιχειρήσεων εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους θὰ ἀνατίθεται εἰς εἰδικευμάνας ἐπιχειρήσεις, ἐχούσας τὴν ἐθνικότητα τοῦ Μέρους τούτου.

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ